

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/Q/CHE/1**

31 octobre 1996

(96-4611)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais/français\*

## EXAMEN DES LEGISLATIONS RELATIVES AU DROIT D'AUTEUR ET AUX DROITS CONNEXES

### Suisse<sup>1</sup>

Le présent document contient le texte de la Déclaration liminaire faite par la délégation de la Suisse dans le cadre de l'examen des législations relatives au droit d'auteur et aux droits connexes à la réunion du Conseil du 22 au 26 juillet 1996<sup>2</sup>, ainsi que les questions adressées à cette délégation et les réponses qu'elle y a apportées.

#### I. DECLARATION LIMINAIRE

La Loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins a été adoptée le 9 octobre 1992 et est entrée en vigueur le 1er juillet 1993. Nous disposons donc d'une loi moderne adaptée aux nouvelles technologies dans le domaine de l'information et de la communication.

Cette nouvelle loi a été adoptée sous l'influence du programme d'harmonisation pour le droit d'auteur et les droits voisins que la Commission des Communautés européennes avait publié en 1991. Par conséquent, elle garantit aux différentes catégories d'ayants droit un niveau de protection très élevé.

Les principales caractéristiques de la Loi suisse sur le droit d'auteur peuvent être résumées comme suit:

##### 1. Objets de la protection

En tenant compte des nouveaux besoins de protection, le champ d'application de la loi a été considérablement étendu en comparaison avec celui de l'ancienne Loi de 1922.

- a) Ainsi, les logiciels sont considérés comme des oeuvres et la loi leur confère un niveau de protection supérieur à celui prévu par la Convention de Berne pour les oeuvres littéraires.

---

\*Anglais, sauf pour le texte de la déclaration liminaire et des réponses aux questions complémentaires pour lesquelles la langue originale est le français.

<sup>1</sup>La notification par la Suisse de ses lois et réglementations dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes au titre de l'article 63:2 de l'Accord a fait l'objet de plusieurs documents distribués sous les cotes IP/N/1/CHE/1 et IP/N/1/CHE/C/1 et 2.

<sup>2</sup>Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

- b) Les bases de données sont protégées en tant que recueils si elles ont un caractère individuel en raison du choix ou de la disposition de leur contenu.
- c) Sous la notion de droits voisins, la loi ne protège pas seulement les trois catégories de bénéficiaires selon la Convention de Rome mais aussi les producteurs de vidéogrammes (au même titre que les producteurs de phonogrammes).

2. Contenu de la protection

- a) La liste des droits exclusifs dont l'auteur se voit investi selon l'article 10, alinéa 2, de la loi n'est plus exhaustive comme dans l'ancienne loi. Son droit exclusif couvre par conséquent aussi des nouvelles formes d'utilisation qui peuvent apparaître dans le futur.
- b) La loi prévoit des droits à rémunération dans le domaine des utilisations de masse incontrôlables, notamment
  - pour la photocopie d'oeuvres protégées à des fins de documentation et d'information internes et dans des établissements d'enseignement;
  - et pour la copie privée en tant qu'enregistrement sonore ou audiovisuel, sous la forme d'une redevance sur les cassettes vierges.
- c) L'utilisation secondaire de phonogrammes et de vidéogrammes est soumise à un droit à rémunération au profit des artistes interprètes et exécutants. Ces derniers ont l'obligation de la partager avec les producteurs.

3. Durée de la protection

- a) Elle est de 70 ans p.m.a. pour les oeuvres littéraires et artistiques en général et de 50 ans p.m.a. pour les programmes d'ordinateur. Le législateur suisse s'était décidé pour cette différenciation en tenant compte de la directive du Conseil des Communautés européennes concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur.
- b) Pour les droits voisins, la loi prévoit un délai de protection de 50 ans.

4. Gestion collective

La nouvelle loi tient compte de l'importance croissante de la gestion collective des droits en prévoyant une surveillance étatique des sociétés de gestion collectives. Cette surveillance est exercée par deux entités différentes:

- d'une part, par l'Institut fédéral de la propriété intellectuelle qui surveille la gestion des affaires des sociétés;
- et, d'autre part, par une commission arbitrale fédérale qui contrôle et approuve les tarifs des sociétés.

5. Protection civile et pénale

Elle a été considérablement améliorée pour permettre de mieux combattre la piraterie et les résultats positifs de cette mesure ne se sont pas fait attendre.

6. Conventions internationales

Sur la base de cette nouvelle loi, la Suisse a ratifié la Convention de Berne et la Convention universelle dans leurs versions adoptées à Paris en 1971 et elle a adopté notamment la Convention de Rome ainsi que la Convention de Genève pour la protection des producteurs de phonogrammes.

7. Accord sur les ADPIC

Comme la législation suisse répond déjà, à de très nombreux égards, à des exigences supérieures à celles de l'Accord sur les ADPIC, la ratification de l'Accord a nécessité seulement des modifications mineures.

Seule la section sur les mesures à la frontière est touchée par ces modifications.

Les deux premières concernent les articles 75 et 76 de la loi et permettent aux douanes et aux titulaires d'agir non seulement contre l'importation de produits pirates, mais également contre leur exportation.

Enfin, l'article 77 de la loi a été modifié pour se conformer aux articles 53 et 55 de l'Accord sur les ADPIC.

Les douanes peuvent demander des sûretés si la suspension risque d'occasionner un dommage. Elles peuvent également prolonger le délai de suspension de dix jours ouvrables supplémentaires, mais seulement si les circonstances le justifient.

Les modifications sont entrées en vigueur le 1er juillet 1995.

II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

**1. Prière d'indiquer si et comment la loi suisse protège les oeuvres, les phonogrammes et les représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, et si et comment elle leur accorde une protection sur la base du traitement national, comme l'exigent l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (d'une manière générale, pour ce qui concerne le droit d'auteur et les droits voisins) et l'article 9:1 de l'Accord (qui incorpore l'article 5 1) de la Convention de Berne). *En particulier, prière d'expliquer comment le traitement national est accordé en ce qui concerne la répartition de la rémunération pour copie privée prévue à l'article 20 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur.***

La Loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (ci-après dénommée "Loi fédérale sur le droit d'auteur" ou "LDA") protège les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques, les artistes interprètes et les producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes ainsi que les organismes de diffusion, indépendamment de leur nationalité. Le traitement national est accordé conformément aux conventions internationales, y compris la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC (voir, en particulier, l'article 1.2 de la LDA qui stipule que "les accords internationaux sont réservés").

En vertu de l'article 20.4 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur, les droits à rémunération pour la reproduction d'oeuvres aux fins d'un usage privé ne peuvent être exercés que par les sociétés

de gestion agréées. Ces sociétés agréées sont, pour les oeuvres littéraires, PRO LITTERIS, pour les oeuvres musicales SUISA, pour les oeuvres audiovisuelles, SUISSIMAGE et pour les oeuvres dramatiques la Société suisse des auteurs (SSA). Les modalités de rémunération des titulaires de droits étrangers peuvent être résumées comme suit: d'une manière générale, ils sont rémunérés par l'intermédiaire de leurs propres sociétés nationales de gestion qui ont conclu des accords mutuels avec les sociétés de gestion suisses. S'il n'existe pas d'accord de ce genre (ou s'il n'y a pas de sociétés de gestion agréées) les titulaires de droits étrangers peuvent conclure à titre individuel un contrat avec la société de gestion suisse compétente et demander à être rémunérés directement.

**2. La Suisse applique-t-elle la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative, prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.**

Non.

**3. Prière d'indiquer si et comment la Suisse accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme l'exige l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC y compris par transmission numérique dans le cadre de services interactifs.**

Conformément à l'article 10 de la Convention de Rome, le droit exclusif prévu par l'article 36 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur couvre la reproduction à la fois directe et indirecte des phonogrammes et des vidéogrammes.

La fixation temporaire résultant d'une transmission numérique peut être considérée comme une reproduction.

**4. Prière d'indiquer si et comment la Suisse accorde une protection rétroactive totale aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, dont chacun incorpore par référence l'article 18 de la Convention de Berne ou se fonde sur cet article. Prière d'indiquer la date à laquelle remonte cette protection en ce qui concerne chaque catégorie d'objet.**

Conformément à l'article 18 de la Convention de Berne et à l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, la Loi fédérale sur le droit d'auteur accorde une protection rétroactive. Il est précisé dans son article 80:1 que "la présente loi s'applique également aux oeuvres, prestations, phonogrammes, vidéogrammes ainsi qu'aux émissions créés avant son entrée en vigueur".

La protection conférée par la Loi fédérale sur le droit d'auteur s'étend à toutes les oeuvres qui n'étaient pas encore tombées dans le domaine public au moment de son entrée en vigueur, c'est-à-dire au 1er juillet 1993. La durée de la protection pour toutes ces oeuvres peut donc être portée de 50 à 70 ans après le décès de l'auteur. La protection conférée par la Loi fédérale sur le droit d'auteur s'applique à toutes les prestations, et à tous les phonogrammes, vidéogrammes et émissions pour lesquels la durée de protection de 50 ans n'est pas encore arrivée à expiration.

Il convient de noter que la Suisse a accordé le traitement national à tous les pays à compter du 1er juillet 1993, que ceux-ci soient ou non membres de l'Union de Berne. Conformément à la Convention de Berne et à l'Accord sur les ADPIC, aucune formalité n'est nécessaire pour bénéficier de cette protection rétroactive.

**5. Aux termes de l'article 2.3 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur, les programmes d'ordinateur sont-ils considérés comme des "oeuvres littéraires" comme l'exige l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC et, dans l'affirmative, en vertu de quelles dispositions légales?**

Aux termes de la Loi fédérale sur le droit d'auteur, on entend par "oeuvre" "toute création de l'esprit, littéraire ou artistique qui a un caractère individuel, quelle qu'en soit la valeur ou la destination" (article 2.1 LDA). Les programmes d'ordinateur sont "également considérés comme des oeuvres" (article 2.3 LDA). La Loi fédérale sur le droit d'auteur confère aux programmes d'ordinateur une protection qui est supérieure à celle requise par la Convention de Berne pour les oeuvres littéraires. Ainsi, par exemple, les limitations des droits exclusifs tels que la faculté de permettre un usage privé des oeuvres littéraires prévue à l'article 9.2 de la Convention de Berne ne s'appliquent pas aux logiciels (voir l'article 19.4 de la LDA et la réponse à la question 8 ci-dessous). Outre qu'il lui appartient de décider si, quand et de quelle manière son oeuvre sera utilisée, l'auteur d'un programme d'ordinateur a le droit exclusif de le louer (article 10.3 LDA).

**6. Prière d'indiquer si et comment la loi suisse protège les compilations de données ou d'autres éléments conformément à l'article 10:2 de l'Accord sur les ADPIC.**

La Loi fédérale suisse sur le droit d'auteur protège les recueils de données ou d'autres éléments s'ils constituent des créations de l'esprit ayant un caractère individuel en raison du choix ou de la disposition de leur contenu (article 4.1 LDA).

**7. Prière d'expliquer comment l'exception en faveur de "parodies ou d'imitations analogues" prévue à l'article 11.3 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur a été interprétée ou appliquée.**

Selon la loi suisse, le fait d'utiliser une oeuvre existante pour la création de parodies ou d'autres imitations analogues n'est pas considéré comme portant atteinte à l'intégrité de cette oeuvre. En ce qui concerne notamment la parodie, qui est une forme de critique très courante d'une oeuvre faite à des fins humoristiques, l'autorisation du détenteur des droits n'est pas nécessaire. Toutefois, s'il devait y avoir confusion de genres (par exemple, intention de nuire à l'auteur de l'oeuvre originale), la parodie ne serait pas considérée comme licite. "Les parodies et imitations analogues" ne doivent pas être confondues avec les adaptations ou plagiat de l'oeuvre susceptibles d'altérer son caractère original. Ces formes d'utilisation ne sont pas couvertes par la loi.

**8. Prière d'expliquer en quoi l'application de l'article 19 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur qui régit l'usage privé est conforme à l'article 9.2 de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, aux termes desquels il faut restreindre les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'oeuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.**

L'article 19 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur prévoit une limitation au droit exclusif de l'auteur qui est constituée par la faculté d'utiliser l'oeuvre à des fins privées. Conformément à l'article 9.2 de la Convention de Berne et à l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC, la Loi fédérale sur le droit d'auteur a subordonné cette utilisation à plusieurs conditions:

- a) L'utilisation privée est limitée à un certain nombre de cas bien précis: utilisation à des fins personnelles ou dans un cercle privé de relations; utilisation par un enseignant à des fins pédagogiques et reproduction d'exemplaires d'oeuvres au sein d'entreprises ou d'autres organismes (voir l'article 19.1, a) à c) de la LDA);
- b) L'utilisation à des fins privées en dehors du cercle privé de relations défini à l'article 19.1 est soumise à des limitations supplémentaires (voir l'article 19.3 de la LDA);

- c) La reproduction d'oeuvres de quelque manière que ce soit en vue d'un usage privé autre que l'usage à des fins personnelles ou dans un cercle privé de relations, donne droit, dans une très large mesure, au versement d'une rémunération (article 20).

Les dispositions concernant l'usage privé ne sont pas applicables aux logiciels (article 19.4 LDA).

Il convient en outre d'attirer l'attention sur un point important du droit suisse: toute personne qui importe ou fabrique des cassettes vierges ou d'autres phonogrammes ou vidéogrammes propres à l'enregistrement d'oeuvres est tenue de verser une rémunération à l'auteur pour les utilisations à des fins privées visées à l'article 19 (article 20 LDA).

[Question complémentaire]

**Prière d'indiquer si le texte littéral de l'article 19 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur a été limité dans son application ou dans ses effets et, dans l'affirmative, de quelle manière.**

Bien que l'article 19 concernant l'exception pour l'usage privé soit conçu d'une manière assez compliquée, il n'a pas - à notre connaissance - causé des problèmes d'application. En tous cas, il n'y a pas encore eu de cas litigieux à cet égard qui auraient dû être jugés par les tribunaux. Nous pensons que la question soulevée par les Etats-Unis ne se pose pas en pratique parce qu'une large partie des utilisations permises dans le cadre de l'usage privé sont couvertes par un droit à rémunération (article 20 LDA).

**9. Prière d'expliquer en quoi l'article 22.2 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur qui autorise la retransmission de programmes sur de petits réseaux, est conforme à l'article 11bis de la Convention de Berne, tel qu'il est incorporé par l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC et à l'article 13 de l'Accord.**

En vertu de l'article 11bis de la Convention de Berne, les auteurs d'oeuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la communication publique, soit par fil, soit sans fil d'une oeuvre radiodiffusée. Les dispositions de l'article 22.2 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur concernent exclusivement les installations techniques qui sont destinées à un petit nombre d'utilisateurs telles que les installations desservant un immeuble plurifamilial ou un ensemble résidentiel. Cette forme de retransmission n'est pas considérée comme une "communication publique" au sens de la Convention de Berne car aucun nouvel organisme n'intervient entre l'organisme de radiodiffusion d'origine et les auditeurs.

**10. Prière d'expliquer comment l'article 23 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur qui prévoit des licences obligatoires pour la fabrication de phonogrammes est appliqué et, en particulier, en quoi le fait qu'il vise uniquement les producteurs de phonogrammes ayant un établissement industriel en Suisse est compatible avec les prescriptions en matière de traitement national figurant à l'article 5 1) de la Convention de Berne et à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC.**

L'octroi de licences obligatoires pour la confection de phonogrammes, moyennant rémunération, constitue une limitation aux droits exclusifs autorisée par la Convention de Berne. En vertu de l'article 13 1) de la Convention de Berne chaque pays de l'Union peut, pour ce qui le concerne, établir des réserves et conditions relatives au droit exclusif de l'auteur d'une oeuvre musicale et de l'auteur des paroles, d'autoriser l'enregistrement sonore de ladite oeuvre musicale avec, le cas échéant, les paroles, pour autant que ces réserves et conditions ne portent en aucun cas atteinte au droit de l'auteur d'obtenir une rémunération équitable. En fait, les droits exclusifs pour l'exécution et la diffusion des oeuvres musicales non théâtrales, et pour la confection de phonogrammes ou de vidéogrammes de ces oeuvres sont gérés par des sociétés de gestion (article 40.1.a LDA). Conformément au principe de

l'égalité de traitement, la société de gestion suisse compétente pour les oeuvres musicales (la SUISA) est tenue de délivrer une licence à un producteur de phonogrammes qui en fait la demande (article 45.2 LDA). Mais tout producteur qui souhaite reproduire une oeuvre musicale protégée n'a pas à demander une licence obligatoire au titre de l'article 23 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur. En conséquence, les dispositions de l'article 23 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur n'entrent pas en conflit avec les prescriptions concernant l'octroi du traitement national aux producteurs étrangers de phonogrammes. Il convient d'ailleurs d'attirer l'attention sur le fait que le régime de licences obligatoire prévu par cet article et qui existe depuis 70 ans n'a jamais été appliqué. Cette disposition serait probablement abrogée si la Loi fédérale sur le droit d'auteur devait être révisée à l'avenir.

**11. Prière d'expliquer comment l'article 13 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur, qui prévoit un droit de rémunération équitable pour la location de phonogrammes, est appliqué de façon à ne pas avoir pour effet de "compromettre de façon importante" les droits exclusifs de reproduction énoncés à l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC.**

En vertu de l'article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC si, au 15 avril 1994, un Membre appliquait un système de rémunération équitable des détenteurs de droits pour ce qui est de la location des phonogrammes, il pourra maintenir ce système, à condition que la location commerciale des phonogrammes n'ait pas pour effet de compromettre de façon importante les droits exclusifs de reproduction des détenteurs de droits. Les dispositions de l'article 13.1 de la Loi fédérale sur le droit d'auteur sont conformes au texte de l'Accord sur les ADPIC. Il n'a pas été - et il n'est pas - nécessaire d'établir des règles pour éviter de compromettre de façon importante les droits exclusifs de reproduction des détenteurs de droits car, en Suisse, les consommateurs semblent préférer acheter des phonogrammes plutôt que de les louer.

**12. Prière d'expliquer quelles sont les sanctions pénales ou les mesures correctives civiles qui sont prévues en cas d'atteinte au droit d'auteur et dans quelle mesure elles sont pleinement conformes aux obligations énoncées aux articles 41, 45, 50 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la réponse, prière de préciser, entre autres choses, si ces sanctions ou mesures peuvent inclure la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et du matériel ayant servi à la fabrication de ces marchandises, comme l'exigent les articles 46 et 61 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la manière dont il est prévu de prendre des mesures correctives civiles provisoires conformément à l'article 50 de l'Accord.**

a) Droit civil:

Quiconque subit ou risque de subir une violation de son droit d'auteur ou d'un droit voisin peut demander aux tribunaux civils d'interdire cette violation si elle est imminente ou de la faire cesser si elle dure encore et d'exiger du défendeur qu'il indique la provenance des objets confectionnés ou mis en circulation de manière illicite et qui se trouvent en sa possession (article 62.1 LDA). Une action peut également être intentée en vue d'obtenir des dommages et intérêts, la réparation du tort moral ou la remise des sommes gagnées (article 62.2 LDA et dispositions pertinentes du Code des obligations). Le juge peut ordonner la confiscation, la destruction ou la mise hors d'usage des objets confectionnés ou utilisés de manière illicite que le défendeur a en sa possession (article 63.1 LDA).

A qualité pour intenter une action en constatation d'un droit ou d'un rapport juridique prévu par la Loi sur le droit d'auteur toute personne qui démontre qu'elle a un intérêt légitime à une telle constatation (article 61 LDA).

Toute personne qui apporte des preuves suffisantes qu'elle subit ou risque de subir une violation de son droit d'auteur ou d'un droit voisin, et que cette violation risque de lui causer un préjudice difficilement réparable, peut requérir des mesures provisionnelles. Elle peut notamment exiger du

juge qu'il prenne les mesures nécessaires pour assurer la conservation des preuves, pour rechercher la provenance des objets confectionnés ou mis en circulation de manière illicite, pour maintenir les choses en l'état ou pour prévenir ou faire cesser à titre provisionnel le trouble invoqué. Si les mesures provisionnelles ordonnées sont de nature à causer un préjudice à la partie adverse, le juge peut astreindre le requérant à fournir des garanties suffisantes. Lorsque des mesures provisionnelles sont prises sans que la partie adverse ait eu la possibilité d'être entendue, celle-ci doit être entendue sans délai après l'exécution desdites mesures. Les mesures provisionnelles ordonnées perdent leur validité si le requérant n'a pas intenté une action en justice dans le délai fixé par le juge, ou au plus tard dans les 30 jours (article 65 LDA et article 28c à f du Code civil).

A la requête de la partie qui a obtenu gain de cause, le juge peut ordonner la publication du jugement aux frais de la partie adverse (article 66 LDA).

Chaque canton suisse désigne un tribunal unique qui est compétent en matière civile sur l'ensemble de son territoire. Les décisions du tribunal cantonal peuvent être réformées par la Cour suprême suisse (le "Tribunal fédéral"). Outre les règles fédérales de procédure, les cantons ont leur propre code de procédure qui doit être conforme à la fois au droit fédéral et au droit international.

b) Droit pénal:

Toute personne portant atteinte à des droits exclusifs sera, sur plainte du détenteur des droits, passible d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de un an ou d'une amende (article 67.1 LDA). Si l'auteur de l'infraction a agi professionnellement, il sera poursuivi d'office. Dans ce cas, la peine sera l'emprisonnement et une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 francs suisses (article 67.2 LDA). Quiconque aura, intentionnellement, omis de mentionner, dans les cas où la loi le prescrit (c'est-à-dire pour les citations et les comptes rendus d'actualité), la source utilisée et, pour autant qu'il y soit désigné, l'auteur sera, sur plainte de la partie lésée, passible d'une d'amende (article 68 LDA). Quiconque aura fait valoir des droits sans être titulaire de l'autorisation requise sera passible d'une peine d'emprisonnement ou d'une amende (article 70 LDA). Dans le cadre d'une action pénale, la confiscation peut être ordonnée conformément aux dispositions du Code pénal suisse; elle peut concerner non seulement les exemplaires confectionnés illicitement d'oeuvres, de phonogrammes ou de vidéogrammes, mais aussi les instruments ou procédés de reproduction utilisés. La destruction des marchandises confisquées peut être ordonnée (article 72 LDA et article 58 du Code pénal).

Les cantons ont compétence en matière pénale. Toutefois, les décisions finales du plus haut tribunal cantonal peuvent être réformées par la Cour suprême suisse (le "Tribunal fédéral"). Outre les règles fédérales de procédure, les cantons ont leur propre code de procédure pénale qui doit être conforme à la fois au droit fédéral et au droit international.

[Question complémentaire]

**Les voies de recours civiles prévues par le droit suisse en cas de violation du droit d'auteur comprennent-elles la possibilité de faire confisquer ou détruire le matériel utilisé pour fabriquer les articles illicites?**

Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre réponse écrite relative à la question 12, les objets ou instruments utilisés pour confectionner des copies pirates peuvent aussi être confisqués, détruits et mis hors d'usage (voir l'article 63).